

SONDAGE CSA-VIVA-MUTUELLES DE FRANCE

Financement de la protection sociale : l'avis des Français

1 Fonctionnement : ça marche, mais ce n'est pas très juste

On a beau nous parler sur tous les tons du trou de la Sécu ou des difficultés de l'assurance-chômage, une nette majorité de Français interrogés par l'institut Csa estime que le système de financement de notre protection sociale fonctionne plutôt bien. Conséquence logique, pas besoin de réforme d'ensemble, mais un simple aménagement sur quelques aspects. Pourtant, plus de 4 personnes sur 10 pensent que ce système est injuste, les femmes étant les plus sensibles à cette situation (46 % contre 40 % des hommes), notamment lorsqu'elles n'occupent pas d'emploi, ainsi que les sympathisants du Parti communiste, qui ne sont que 23 % à trouver le système juste.



D'une manière générale, diriez-vous que le système de financement de la protection sociale en France fonctionne :

	En %
Bien	58
Très bien	8
Assez bien	50
Mal	41
Assez mal	27
Très mal	14
Ne se prononcent pas	1

Sondage exclusif Csa-Viva-Mutuelles de France réalisé par téléphone les 22 et 23 février 2006. Echantillon national représentatif de 910 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas après stratification par région et par catégorie d'agglomération.



Diriez-vous que le système actuel de financement de la protection sociale en France est :

	En %
Juste	53
Injuste	43
Ne se prononcent pas	4



A propos du système de financement de la protection sociale en France, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

	En %
Il faut le réformer en profondeur	28
Il faut l'aménager sur quelques aspects	61
Il faut le laisser tel qu'il est	9
Ne se prononcent pas	2

2 Démocratie sociale : et moi et moi et moi...

Qui à votre avis est le mieux placé pour faire des propositions concernant la réforme du financement de la protection sociale ?
(Trois réponses possibles)

	En %
Les citoyens comme vous	54
Les associations représentant les malades, les handicapés, les personnes en difficulté	48
Les mutuelles	35
Les organisations syndicales	25
Les experts économiques	21
Les partis politiques	18
Les chefs d'entreprise	18
Aucun de ceux-ci	2
Ne se prononcent pas	3

Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

C'est le choc de ce sondage : syndicats, patronat, experts et hommes politiques ne sont pas jugés les mieux à même de faire des propositions de réforme. Ce sont pourtant eux qui gèrent dans les faits la protection sociale. Les citoyens comptent d'abord sur eux-mêmes, ensuite sur les associations de malades ou d'usagers et enfin sur les mutuelles. Ce résultat, qui souligne le décalage entre la réalité et le vécu de chacun, montre l'urgence d'une réforme du mode de gouvernance de nos institutions et l'aspiration à une véritable démocratie sociale qui permette à tous de se faire entendre.

CHAQUE VOIX COMPTÉ!

Dans l'hypothèse d'une réforme du système de financement de la protection sociale en France, souhaiteriez-vous... ?

	Oui	Non	Nspp
Répondre à un questionnaire citoyen	76	7	1
Etre consulté par référendum	70	11	1
Participer directement à l'élaboration des propositions dans le cadre d'états généraux rassemblant des citoyens	57	17	3



3 Réduire les dépenses, d'accord payer plus, pas d'accord



Etes-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?

	Favorable	Opposé	Nspp
Le forfait non remboursé de 1 euro pour tout acte médical	51	48	1
La journée de solidarité obligeant les salariés à travailler un jour de plus dans l'année pour participer au financement du plan en faveur des personnes âgées et handicapées	44	55	1
La participation de 18 euros des assurés sociaux sur les actes dont le tarif est égal ou supérieur à 91 euros	24	71	5



Pour parvenir à équilibrer le budget de la protection sociale obligatoire en France, diriez-vous qu'il faut avant tout... ?

	En %
Réduire les dépenses	59
Transférer une partie des dépenses sur les régimes complémentaires (comme les mutuelles ou les assurances)	23
Augmenter les recettes	11
Ne se prononcent pas	7



S'il fallait augmenter les recettes servant à financer la protection sociale obligatoire en France, laquelle de ces solutions aurait votre préférence ?

	En %
Augmenter les cotisations sociales payées par les entreprises	44
Créer une Tva sociale, c'est-à-dire augmenter la Tva sur les biens de consommation pour financer la protection sociale	16
Augmenter les impôts	9
Augmenter les cotisations sociales payées par les salariés	7
Aucune de ces solutions (réponses spontanées)	21
Ne se prononcent pas	3

Si le forfait de 1 euro retenu depuis l'an dernier sur le remboursement de tous les actes médicaux partage l'opinion, celui de 18 euros sur les actes « lourds », lui, ne passe pas du tout ! Même les sympathisants de la majorité gouvernementale le rejettent à une large majorité. Rejet également de la journée dite « de solidarité », sauf chez les 18-24 ans et les plus de 75 ans. S'il fallait trouver des recettes supplémentaires, c'est aux entreprises qu'il faudrait s'adresser, soit par le biais de la valeur ajoutée, prenant en compte salaires et bénéfices, soit par celui des seuls bénéfices. Mais Laurence Parisot, présidente du Medef, peut être tranquille : une nette majorité de personnes a intégré l'idée qu'il vaut mieux diminuer les dépenses, voire à la rigueur en transférer une partie sur les complémentaires, qu'augmenter les recettes.



Dans l'idéal, vous souhaiteriez que les cotisations servant à financer la protection sociale obligatoire en France proviennent... ?

	En %
De la valeur ajoutée des entreprises (c'est-à-dire l'ensemble des salaires et des bénéfices)	45
Des bénéfices des entreprises seulement	42
Des salaires seulement	6
Ne se prononcent pas	7

Si l'on décidait d'augmenter les dépenses de protection sociale obligatoire en France, lesquelles devraient être privilégiées ?

	En %
L'accès au logement social	31
La compensation des situations de handicap	29
La prévention des maladies	28
La situation des personnes en précarité économique	28
La réparation intégrale des accidents du travail et des maladies professionnelles	27
Le niveau des retraites et pensions	26
Les remboursements des soins	23
Les allocations familiales	16
La sécurisation des parcours professionnels	12
L'augmentation du nombre de chômeurs indemnisés	8
Aucune de ces dépenses	2
Ne se prononcent pas	4

Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.